

**Séance ordinaire du
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE.

**Aménagement du barrage du lac des Garrigues
Avis de la ville de Montpellier sur le dossier de demande d'autorisation au titre de
la loi sur l'eau**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le lac des Garrigues, situé au cœur du quartier des Hauts de Massane en bordure de la Mosson appartient à la Ville de Montpellier. Cette retenue d'eau a été créée grâce à la construction en 1896 d'un barrage, rehaussé en 1968. Ce barrage présente une hauteur maximale de 13 mètres pour une longueur en crête de 85 mètres.

L'arrêté préfectoral n°2012-01-2454, fixant les obligations réglementaires relatives au barrage du lac des Garrigues (ouvrage de classe C), impose un certain nombre de prescriptions au Maître d'Ouvrage. Outre les exigences liées au suivi du barrage, elles portent principalement sur la réhabilitation et le redimensionnement de l'évacuateur de crue et la réfection de la vidange de fond afin de mettre ces ouvrages en conformité avec la réglementation en vigueur.

A la suite du transfert des services gestionnaires de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et afin d'assurer la continuité du suivi de cet équipement, la Ville a confié par convention de gestion à la Métropole les missions liées à la gestion du barrage mais aussi la maîtrise d'ouvrage des travaux de réhabilitation. L'opération est entièrement financée par la Ville.

La réalisation des travaux est soumise à autorisation au titre de l'article L 214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement. La Métropole, maître d'ouvrage, a délibéré le 29 mars 2017 pour approuver le dossier et demander l'ouverture d'une enquête publique.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer, a émis le 3 juillet 2017 un avis jugeant le dossier complet et régulier et devant faire l'objet d'une procédure d'enquête publique.

L'arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête publique a été établi le 20 octobre 2017. Conformément à l'article R 214-8 du code de l'Environnement, la commune de Montpellier peut donner son avis sur le dossier d'enquête publique.

Ainsi, le lac des Garrigues constitue, avec le boisement naturel qui l'encadre, un lieu de loisirs et de promenade très prisé par l'ensemble des habitants du quartier. Avec les berges de la Mosson, le lac des Garrigues participe ainsi à l'identité paysagère du quartier. Un des enjeux du futur projet de renouvellement urbain, dont les études sont en cours, sera de valoriser ces espaces pour rendre le quartier de la Mosson plus attractif auprès des habitants de la ville et de la métropole. Cet attachement au plan d'eau a conduit la Ville de Montpellier, puis Montpellier Méditerranée Métropole actuel Maître d'ouvrage, à engager les moyens nécessaires pour mettre en conformité le barrage du Lac des Garrigues et pour en optimiser le remplissage afin de :

- permettre des activités de loisirs et les pratiques sportives de plein air : remise en service de la base nautique, pêche, parcours de santé sur 3km,
- maintenir un espace naturel de proximité : malgré son origine artificielle le lac des Garrigues forme une zone humide favorable à l'installation d'une faune et une flore diversifiée y compris certaines espèces patrimoniales,
- sensibiliser la population urbaine à la protection de l'environnement en partenariat avec les associations.

Le projet a été élaboré pour éviter les impacts possibles tant en phase chantier qu'en phase d'exploitation. Les mesures prises concernent :

- la conception de la vidange de fond permettant d'éviter la vidange totale de la retenue ;
- la limitation du débit de vidange ;
- le non curage de la retenue ;
- la réglementation du pompage dans la Mosson ;
- l'adaptation du chronogramme des travaux.

Au regard de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal:

- d'émettre un avis favorable sur le dossier d'enquête publique relatif à la réhabilitation et à la réalimentation du barrage du lac des Garrigues,

- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 22 décembre 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171221-23116-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 28/12/17
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.